La croissance matérielle — un loup déguisé en agneau

Partage international n° 11 – Juillet 1989

C'est avec inquiétude que nous nous apercevons enfin que l'on ne peut indéfiniment saccager l'environnement, sans en tout cas entraîner de répercussions chez les agents de cette destruction, c'est-à-dire les êtres humains. Un changement est, de ce fait, en train de se mettre en place, qui nous contraint petit à petit à faire face à la réalité. L'intérêt montré pour la récente conférence du Programme des Nations Unies en faveur de l'Environnement (l'UNEP, créé en 1972) est un exemple frappant de cette prise de conscience grandissante. Dans le passé, très peu de pays estimaient nécessaire d'avoir une représentation ministérielle à la conférence. Cependant, lors de la dernière conférence de l'UNEP, en mai 1989, plus de quarante ministres prirent place autour de la table, et plus de cent pays envoyèrent des délégués.

Cette attention croissante apportée à l'environnement est la bienvenue. Elle montre que nous comprenons de plus en plus clairement que nous ne pouvons plus continuer, en toute impunité, à détruire les forêts, à exterminer des espèces animales, et à polluer l'atmosphère, les mers, les rivières et la terre elle-même.

Comme à l'accoutumée, la possibilité d'avoir une discussion fructueuse sur les moyens de s'attaquer à ce problème est entravée par les conflits d'intérêts nationaux. Mais, pour une fois, ce ne sont pas nos *différences* qui créent la principale difficulté. Un obstacle plus important réside dans le fait que tous les pays du monde poursuivent des buts identiques — croissance matérielle, production accrue, développement de la consommation.

La vache sacrée de la croissance est un objet de culte commun à tous les systèmes politiques et économiques, qu'ils soient démocratiques ou dictactoriaux, capitalistes ou communistes. Dans un remarquable consensus, nous nous comportons comme si la terre était une machine sans vie, destinée à assurer une production illimitée. On rencontre peu de soutien et d'enthousiasme lorsqu'il s'agit d'affirmer qu'il existe des limites à la croissance ou à la capacité de la planète à se régénérer. On notera cependant que le club de Rome, ce groupe de scientifiques, de philosophes et de politiciens clairvoyants, avait tiré la sonnette d'alarme dès 1972.

De telles considérations sont habituellement balayées par l'argumentation selon laquelle la croissance est indispensable afin d'éliminer la pauvreté, de financer les investissements croissants en faveur de la protection de l'environnement, et de maintenir le niveau de l'emploi.

La position prise en faveur de la lutte contre la pauvreté semblerait devoir recueillir notre sympathie. Tant que des milliers de personnes mourront chaque jour par manque des éléments de base nécessaires à leur survie, toute suggestion visant à ralentir la croissance économique semblera effectivement cynique et irréfléchie. Le délégué indien présent à la conférence de l'UNEP affirma que, pour tous les démunis de son pays, la garantie d'un minimum vital de nourriture est une priorité, dépassant de loin toutes les considérations ayant trait à l'environnement.

Naturellement, sa déclaration est tout à fait exacte. Mais cette affirmation ne conduit pas automatiquement à conclure qu'une croissance prolongée, avec la destruction de l'environnement qui en résulte, est par conséquent inévitable. Le cœur du problème est le suivant : la pauvreté n'est pas due à une pénurie globale, qui ne pourrait être comblée que par une production accrue, mais résulte de la répartition inéquitable de ce que nous avons déjà. Selon la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en dépit de l'accroissement de la population, de la pollution, et de l'érosion qui a rendu stériles des millions d'hectares de terres agricoles, il existe toujours dans le monde un surplus *global* de nourriture de 10 pour cent. Seuls le protectionnisme, la politique du marché, qui est néfaste, et surtout l'indifférence, nous empêchent de nous attaquer au problème de la faim avec plus d'efficacité.

Mais, globalement, n'avons-nous pas besoin de profits supérieurs et d'une production accrue afin de permettre la construction de maisons, d'écoles et d'hôpitaux ? Non, cet accroissement des profits et de

la production n'est pas, là non plus, nécessaire. Une faible part du capital actuellement dilapidé par les dépenses militaires serait largement suffisante pour créer de telles infrastructures. Et même sans les milliards gaspillés aujourd'hui dans des engins de guerre, le monde est plus que suffisamment riche pour résoudre le problème de la pauvreté. Car, constrastant avec la misère noire du plus grand nombre, coexiste l'incommensurable richesse de certains autres. Prenons l'exemple du Mexique — un pays dont la dette extérieure avoisine les cent milliards de dollars. Ces dernières années, le remboursement de cette dette a coûté à chaque famille mexicaine moyenne l'équivalent de la moitié de son maigre revenu. Mais, précisément dans le même temps, leurs riches compatriotes plaçaient dans des banques étrangères un capital privé d'environ quatre vingt quatre milliards de dollars, soit presqu'autant que la totalité de la dette nationale mexicaine. Ce sont de tels déséquilibres, qui existent dans tous les pays ainsi qu'entre pays, qui dans une large mesure contribuent à maintenir la pauvreté. La croissance n'est pas la panacée qui amènera la disparition instantanée de tous nos maux, mais la solution réside bien plutôt dans le partage — qui est un système plus juste.

L'argument selon lequel la protection de l'environnement ne peut être financée que par la croissance ne tient pas non plus la route. L'expérience montre que dans la philosophie du monde des affaires, la protection de l'environnement reste une idée essentiellement superficielle. Le but recherché n'est pas un monde non pollué, mais bel et bien le profit. Dans le meilleur des cas, le monde des affaires est prêt, sous la pression croissante de l'opinion publique, à consacrer une part modeste d'investissements nouveaux afin d'établir un code de régulation permettant d'infléchir quelque peu la pollution. Infléchir, mais pas supprimer. La vitesse de destruction de notre système écologique diminuerait effectivement, mais cette destruction continuerait néanmoins à s'étendre. Les choses ne changeront que lorsque la compétition, la production et le profit cesseront d'être des buts, en eux-mêmes et pour eux-mêmes, auxquels on accorde la priorité absolue.

Reste le troisième argument en faveur de la croissance : éviter le chômage qui va de pair avec une productivité réduite. Une fois encore, il s'agit là d'un sophisme. La protection de l'environnement, jusqu'ici considérée essentiellement comme un hobby bénévole, est en fait une activité essentielle, productive, demandant des efforts intenses, et offrant d'énormes opportunités de travail à l'échelle internationale. Les pertes, tant sur le plan humain qu'économique, qui nous menacent si nous continuons à exploiter la nature, sont sans commune mesure avec le coût de la remise en état de notre planète. Si nous prenons en compte la meilleure santé et la créativité qui en résulterait, nous couvririons largement les dépenses occasionnées par l'amélioration de notre environnement.

La véritable raison pour laquelle la croissance économique est devenue un objet de vénération doit être recherchée dans nos normes actuelles, qui attribuent la plus haute valeur à la consommation et aux possessions matérielles. Néanmoins, il est illusoire de penser que la croissance économique, aussi rapide fût-elle, puisse jamais satisfaire le besoin incontrôlable de posséder toujours plus. Notre planète est déjà soumise à une pression inacceptable, alors qu'un quart seulement de la population mondiale prend part à la course aux sources d'énergie et aux matières premières existantes. Chacun, en principe, ayant les mêmes droits matériels, comment envisageons-nous le monde du 21e siècle ? Dix milliards d'hommes, possédant cinq milliards de voitures, soumis aux sollicitations constantes de la publicité, désirant tous des piscines privées et des avions particuliers ? Qui consommeraient ensemble bien plus que maintenant ? Bien peu d'imagination est nécessaire pour voir combien un tel monde deviendrait vite invivable — s'il pouvait seulement exister. Il apparaît donc évident que le dogme de la croissance n'est rien d'autre qu'un mythe dangereux. Le professeur Van Koppen, un expert en énergie, préconise un changement d'état d'esprit dans les termes suivants : « La croissance matérielle, dans son sens traditionnel, ne préserve plus la vie, mais est au contraire devenue une menace pour la vie. C'est un loup déguisé en agneau. »

Thématiques : Société, Économie
Rubrique : Editorial